

Inégalités et croissance (Ecricome, sujet 2)

Proposition de correction intégralement rédigée par Eric Keslassy, professeur d'ESH à Prepa Commerciale

« Un peuple a beau faire des efforts, il ne parviendra pas à rendre les conditions parfaitement égales dans son sein et s'il avait le malheur d'arriver à ce nivellement absolu et complet, il resterait encore l'inégalité des intelligences, qui, venant directement de Dieu, échappera toujours aux lois » considère Alexis de Tocqueville dans *La démocratie en Amérique* (1835 et 1840). Le « Montesquieu du XIX^{ème} siècle » pense donc qu'il n'est pas possible de parvenir à une égalité des conditions totale. Mais il ajoute que ce n'est de toute façon pas un objectif souhaitable : l'absence d'inégalités serait même un « malheur ». Dans le prolongement de la position tocquevillienne, une abondante littérature économique a pu montrer que les inégalités peuvent se révéler favorables à la croissance économique. Comment l'expliquer ? Est-ce toujours le cas ?

Les inégalités sont des différences qui se traduisent par des avantages et des handicaps sur une échelle de valeurs validée par la société. On peut distinguer les inégalités économiques (niveau de vie, revenu ou encore patrimoine) et les inégalités sociales (comme les inégalités scolaires ou les inégalités de lieux de résidence). Les inégalités sont donc multiformes mais elles sont aussi cumulatives : elles ont tendance à s'entraîner les unes les autres au sein d'une génération mais aussi entre les générations, se traduisant ainsi par un phénomène de « reproduction sociale » (suivant les termes adoptés par Pierre Bourdieu), une situation qui peut finir par peser sur la croissance économique. La croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une

nation, le produit global brut ou net, en termes réels » selon la définition conçue par François Perroux dans *L'Economie du XX^{ème} siècle* (1961). La croissance économique, mesurée par le PIB, se trouve au centre des objectifs des politiques économiques depuis le milieu de la première partie du XX^{ème} siècle. Les économistes se sont donc interrogés sur ce qui peut l'augmenter et, parmi de nombreux facteurs, on peut retrouver les inégalités économiques et sociales ; à l'origine d'une émulation entre les hommes, elles provoqueraient en réalité une augmentation du bien-être collectif. Pourtant, les inégalités économiques et sociales peuvent aussi se révéler nocives pour la croissance économique comme l'a démontré John M. Keynes dans *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). Plus récemment, les inégalités sont considérées par Robert Gordon comme un facteur réduisant la croissance à long terme dans le débat qui s'est noué autour de la stagnation séculaire. Dès lors, faut-il donner mission à l'Etat de lutter contre ces inégalités économiques et sociales, par la redistribution, de façon à pérenniser la croissance économique. Dans cette perspective, il faut garder à l'esprit que la croissance économique est une condition de la réussite de l'action de l'Etat providence : sans ressources, il serait bien en peine d'agir contre les disparités économiques et sociales ; sans croissance économique, comment financer les dépenses sociales ? Reste que cette intervention sociale de l'Etat est dénoncée par les libéraux libertariens, à l'image de F. Hayek qui considère que le remède est pire que le mal. Il y a donc un vif débat autour de la relation qui unit croissance économique d'une part et inégalités d'autre part.

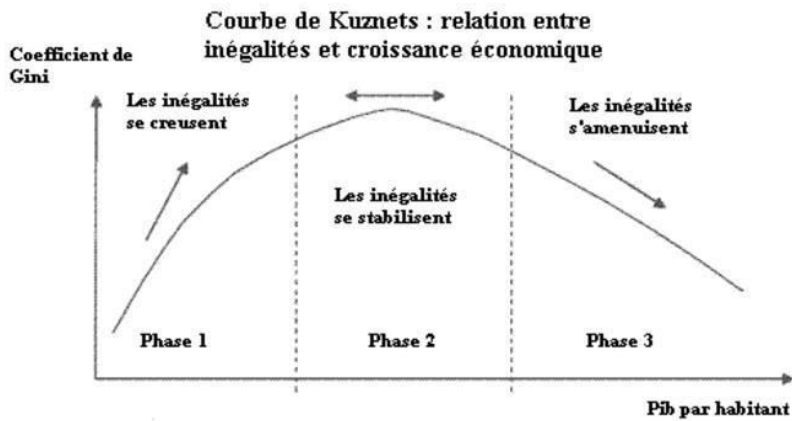
Quels sont les liens entre la croissance économique et les inégalités économiques et sociales qui se développent au sein d'une nation appartenant aux PDEM (pays développés à économie de marché) depuis le début du XIX^{ème} siècle ?

Les inégalités économiques et sociales peuvent apparaître comme un moteur d'une dynamique capitaliste propice à l'augmentation de l'activité économique (I) mais, suivant une autre logique théorique, elles sont aussi perçues comme nocives pour la croissance économique (II). Enfin, pour lutter contre les inégalités économiques et sociales, l'Etat a besoin de la croissance économique (III).

La croissance économique peut s'accroître à partir d'inégalités économiques et sociales qui jouent un rôle d'incitation à l'effort productif et d'innovation (A). D'autant que lorsque l'Etat cherche à combattre ces disparités, il provoque des effets pervers qui affaiblissent considérablement le niveau de l'activité économique (B).

Au cours de la formation du capitalisme industriel, dès la fin du XVIII^{ème} siècle, dans les futurs PDEM que sont l'Angleterre ou la France, on peut observer à la fois une hausse de la croissance économique (sous la forme du niveau de vie mesuré par le PIB/habitant) et une montée des inégalités économiques (mesurée par le coefficient de Gini). Cette relation est illustrée par la première partie de la courbe en « U-turn » dessiné par Simon Kuznets dans un son article intitulé « Economic Growth and Income Inequality » (1955).

La courbe de Kuznets (1955) :



Pour expliquer la forme de la courbe qui porte son nom, l'économiste américain distingue un secteur traditionnel (qui s'organise principalement autour de l'agriculture) et un secteur moderne (qui se fonde sur l'industrialisation de l'économie). Au début de la première phase, lorsque seul le secteur traditionnel existe, les inégalités sont relativement faibles car l'économie se trouve dans une situation de pauvreté quasi-générale. Mais avec le développement économique et l'industrialisation de l'économie, les inégalités augmentent entre les « gagnants » et les « perdants » de la croissance économique. Les grands industriels – ceux que Karl Marx nomme « capitalistes » dans *Le Capital* (1867) – voient leur revenu fortement augmenter sous forme de profits tandis que les ouvriers doivent se contenter de « salaires de subsistances ». Ainsi, dans un premier temps, les inégalités se creusent avec l'apparition du secteur moderne qui est alimenté par l'exode rural. Les plus riches peuvent épargner et ainsi financer les très coûteux investissements nécessaires au développement économique (comme les infrastructures de transport). Mais la croissance économique n'est pas également partagée.

Une autre façon d'expliquer la première partie de la courbe de Kuznets, qui établit une corrélation positive entre la hausse des inégalités économiques et le développement économique, consiste à s'appuyer sur les travaux de Joseph Schumpeter. Dans *La théorie de l'évolution économique* (1911), les inégalités

apparaissent comme un moteur de la dynamique capitaliste telle qu'on a pu l'observer lors des deux révolutions industrielles. L'apparition d'innovations radicales, en même temps qu'elle suscite une forte croissance économique, sont à l'origine d'inégalités entre les innovateurs et les autres agents économiques puisque les premiers captent une rente de monopole (temporaire) qui leur assure des profits très élevés. Dans cette perspective, les inégalités économiques doivent être maintenues pour inciter aux dépenses de Recherche et développement (RetD), préludes aux innovations ? C'est bien la volonté de s'approprier une rente technologique qui conduit au processus de « destruction créatrice » (Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942), à la fois résultat et facteur d'une économie centrée sur les innovations. Au contraire, vouloir réduire les inégalités économiques issues de la course aux innovations – par exemple, sous forme d'impôts élevés pour les plus riches – conduiraient inévitablement à une désincitation aux dépenses de RetD, ce qui conduirait à fortement affaiblir la croissance économique (puisque son volet « intensif » serait beaucoup moins entretenu).

Dans le même ordre d'idées, les libéraux libertariens affirment que les inégalités sont tout à fait nécessaires pour organiser une économie dynamique, susceptible d'accroître la croissance économique. Du moment qu'elles sont issues du libre-jeu de la concurrence (donc d'un marché qui fonctionne avec un Etat minimal), les inégalités économiques et sociales sont tout à fait légitimes, reflétant simplement les mérites et les efforts de chacun, et participent de ce fait pleinement à une hausse de l'activité économique. Dans *Droit, législation et liberté* (1973, 1976 et 1979), Friedrich Hayek défend vigoureusement cette thèse en expliquant que les plus riches sont en fait ceux qui sont les productifs. Aussi, chercher à diminuer leur revenu – par des impôts – pour favoriser l'égalité ne serait pas seulement injuste mais aussi néfaste pour le niveau de la

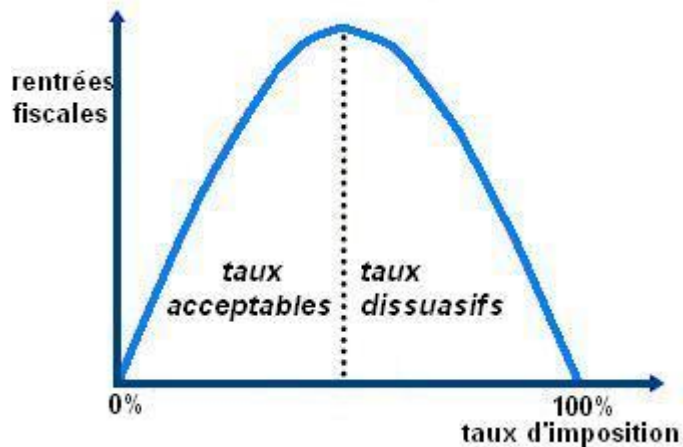
productivité d'une économie et donc pour la croissance économique. Les inégalités économiques et sociales sont à la fois le signe et le moyen d'assurer une forte émulation entre les hommes, une compétition dont les résultats servent le bien-être collectif. D'autant que les plus riches sont ceux qui ont la capacité d'investir (ou de créer les conditions de l'investissement au travers de l'épargne) et, par-là même, de créer des emplois, ce qui est source de croissance économique. On retrouve ici la logique du ruissèlement qui peut se résumer par le Théorème de Schmidt (1974) : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ». En intervenant pour réduire les inégalités économiques, l'Etat peut freiner cette dynamique capitaliste si favorable à la croissance économique.

Pour les libéraux libertariens, l'action sociale de l'Etat doit être extrêmement limitée : le marché est l'institution la plus juste et la plus efficace pour lutter contre les inégalités économiques et sociales. C'est spontanément, c'est-à-dire sans que l'Etat intervienne pour les limiter, que les inégalités décroissent avec la croissance économique dans la seconde partie de la courbe de Kuznets : à partir d'un certain seuil de développement économique, le secteur moderne embrasse l'ensemble de l'économie permettant aux plus démunis de voir leur salaire augmenter. C'est l'émergence d'une forte classe moyenne qui permettra de financer les investissements nécessaires à la fois pour l'économie et la société ; et lorsque la classe moyenne devient prépondérante, c'est que les inégalités se sont réduits comme l'indique Henri Mendras dans *La seconde révolution française. 1965-1984* (1988) avec cette formule subtile : « Lorsque tout le monde est moyen, c'est que plus personne ne l'est ». Il faut donc croire aux vertus du marché et préserver un Etat minimal (centré sur les fonctions régaliennes et luttant contre les défaillances de marché) pour assurer la croissance économique la plus élevée possible. Les inégalités qui en résultent

traduisent seulement des écarts productifs – à la fois justes et nécessaires – qui n’empêchent pas le bien-être collectif de se matérialiser, à l’image des effets de la « main invisible » imaginée par Adam Smith dans *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Dans cette perspective, une intervention « providentielle » de l’Etat peut être considérée comme un remède pire que le mal. Lors de son discours d’investiture, en 1981, Ronald Reagan n’avait-il pas que « l’Etat n’est pas la solution à nos problèmes ; l’Etat est le problème » ?

Très tôt, certains économistes classiques alertent sur les effets pervers de l’action sociale de l’Etat. C’est le cas de Thomas Malthus qui, dans son *Essai sur le principe de population* (1798), se désolait des conséquences de la loi sur les pauvres qui, par l’Eglise, octroyaient des subsides aux indigents dans l’Angleterre du XVIII^{ème} siècle : l’imprévoyance et l’oisiveté. Se sachant aider en vertu de cette loi, les plus démunis ne sont pas incités à faire des efforts pour travailler, ce qui ralentit la croissance économique (au point de conduire vers un « état stationnaire »). Finalement, la justice sociale – entendue ici dans son sens traditionnel de lutte contre les inégalités économiques et sociales – est un « mirage » (Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, 1976). Non seulement elle n’a pas lieu d’être car elle perturbe le jeu efficace du marché mais elle a tendance à se révéler néfaste pour l’activité économique, également parce qu’il faut la financer. Or, comme déjà mentionné, les impôts peuvent décourager les investissements et les innovations, mais loin de n’être que désincitatifs, à un niveau élevé, ils finissent par réduire les recettes fiscales. Le chef de file de l’Ecole de l’offre, Arthur Laffer, résume ce fait par la formule : « Trop d’impôt tue l’impôt ».

La courbe de Laffer :



La courbe de Laffer permet de distinguer deux situations : jusqu'à un taux d'imposition optimal (non déterminé, variable d'une économie nationale à une autre), la hausse du taux d'imposition se traduit normalement par une augmentation des recettes fiscales ; mais passé ce taux d'imposition optimal, l'élévation du taux d'imposition déclenche une baisse des recettes fiscales. Comment l'expliquer ? D'un point de vue microéconomique, l'effet substitution prend le pas sur l'effet de revenu c'est-à-dire que les agents économiques préfèrent abandonner des heures de travail et profiter de leurs loisirs – quitte à avoir un revenu moins élevé – plutôt que de payer davantage d'impôts. Le taux d'imposition devient donc dissuasif de l'effort productif et cela génère moins de ressources fiscales pour l'Etat. Aussi, toute politique redistributive, consistant à réduire les inégalités économiques et sociales, se révèle nécessairement inefficace ; il faut donc se résoudre à faire confiance à l'initiative individuelle qui est stimulée par le fonctionnement « libre » du marché. Pour autant, tous les économistes ne partagent pas ce point de vue : la « révolution keynésienne » notamment met l'accent sur le rôle profitable de l'Etat pour la croissance économique, en particulier lorsqu'il cherche à réduire les disparités économiques et sociales qui existent entre les agents économiques.

Pour John M. Keynes, la lutte contre les inégalités est un impératif qui, réalisée par l'action sociale de l'Etat, a pour effet de pérenniser un niveau élevé d'activité économique (A). Par ailleurs, aujourd'hui, un consensus semble s'être établi autour de l'idée que les inégalités économiques et sociales pèsent sur la croissance économique, au point d'être considérée comme l'une des explications de la stagnation séculaire qui frapperait les PDEM (B).

Au tout début du dernier chapitre de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), John M. Keynes alerte de façon vigoureuse sur la dangerosité des inégalités : « Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité ». Aussi, Keynes se montre-t-il favorable à une politique de redistribution du revenu, par souci de justice sociale, mais aussi parce que cela doit permettre d'augmenter la croissance économique. Les ménages les plus riches ayant une plus forte propension à épargner, les impôts progressifs qui leur sont appliqués ont l'avantage de réduire le niveau de l'épargne (considérée comme une « fuite » dans le circuit économique envisagé par Keynes). Ces impôts donnent des ressources à l'Etat providence qui les alloue vers les ménages les plus pauvres, soit ceux qui ont la propension à consommer la plus forte. Ainsi, en réduisant les inégalités économiques, l'action sociale de l'Etat augmente la demande globale, ce qui doit conduire à une hausse de la production des entreprises, équivalent à une augmentation de la croissance économique.

A l'aide d'un raisonnement en partie semblable exposé dans *Le capital au XXI^{ème} siècle* (2013), Thomas Piketty explique combien les explications de Kuznets (exposée en première partie) ne le convainc pas. Pour l'économiste français, ce n'est pas du tout « spontanément » que la croissance économique permet de

réduire les inégalités économiques et sociales. Il faudrait plutôt considérer que la deuxième phase de la courbe de Kuznets s'amorce dans la première partie du XX^{ème} siècle et trouve sa pleine expression lors de la période des Trente glorieuses (1945-1973), soit une époque où la croissance économique élevée était utilisée par l'Etat providence pour réduire les inégalités économiques et sociales, à l'aide d'une politique sociale volontariste qui en retour favorisait la croissance économique. Au fond, lors de cet âge d'or de l'économie des PDEM, les progrès économiques et sociaux vont de pair : c'est à l'aide de politiques redistributives et de protection sociale massives, réduisant considérablement les inégalités et conduisant à l'émergence d'une vaste classe moyenne, que l'Etat providence a participé de la forte activité économique de cette période. Il faudrait donc bien chercher à freiner les inégalités économiques et sociales pour assurer un niveau élevé de croissance économique. Autre versant de l'action sociale de l'Etat qui s'est mis en place lors des Trente glorieuses, les politiques d'investissement dans le développement de l'école ont également favorisé cet accroissement exceptionnel de l'activité économique. Avec la démocratisation scolaire qui s'en est suivie, se concrétisant par une plus forte égalité des chances provoquant une forte mobilité ascendante, la lutte contre les inégalités scolaires mise en place par l'Etat a directement participé de la très vive croissance économique qui apparaît dans les années 1950 et 1960.

Au-delà de l'approche de Keynes ou de celle de Piketty, il semblerait qu'un large consensus se forme dorénavant autour de l'idée que les inégalités économiques et sociales sont nocives pour la croissance économique. Depuis la crise de 2007-2008, de nombreux économistes insistent sur les dommages économiques provoqués par la forte montée des inégalités qui caractérisent la plupart des PDEM depuis le début des années 1980 (comme c'est particulièrement le cas aux Etats-Unis). Dans *Le prix des inégalités* (2012),

Joseph Stiglitz considère qu'il faut y voir l'une des explications de la crise des subprimes. Au cours des deux décennies qui la précède, les ménages à hauts revenus ont principalement utilisé leur épargne pour « investir » sur les marchés financiers, ce qui alimente leur instabilité ; tandis que, sur la même période, les ménages plus pauvres se trouvent contraint de multiplier les crédits bancaires pour maintenir leur niveau de consommation. Aussi, les inégalités économiques sont regardées comme un facteur d'instabilité financière, qui rend plus probable des crises financières pesant très lourdement sur la croissance économique lorsqu'elles adviennent. Lorsqu'il réintroduit le concept de la stagnation séculaire (déjà utilisée par Alvin Hansen suite à la crise de 1929) dans le débat économique dans un discours au FMI (8 novembre 2013), Lawrence Summers explique que la faiblesse structurelle de la croissance économique qui précède la crise des subprimes ne pouvait être observée car elle était maintenue artificiellement par la montée de l'endettement privé. Ainsi, outre qu'elle peut entraîner des crises financières, la présence de fortes inégalités conduit à une faiblesse structurelle de la demande qui affecte négativement la croissance économique. Alors que Lawrence Summers cherche à expliquer la stagnation séculaire par la demande, Robert Gordon met en avant des facteurs d'offre pour justifier la faible croissance économique de long terme : dans son article « Is U.S. Economic Growth Over : Faltering Innovation and the Six Headwinds » (2012), l'économiste américain distingue six vents contraires qui soufflent sur la croissance économique, dont la forte augmentation des inégalités. Robert Gordon explique notamment que les inégalités économiques et sociales sont à l'origine d'un « gâchis de compétences », autrement dit que les qualifications de la population active sont sous-optimales en raison des inégalités (à commencer par les inégalités scolaires). Lorsque les inégalités sont importantes, les enfants des ménages les

plus démunis se forment beaucoup moins bien, ce qui amoindrit le capital humain de l'économie et réduit donc la croissance potentielle. Cette idée est démontrée par des données empiriques et reprise par l'OCDE dans de nombreuses publications (comme « Inégalités et croissance » en 2014).

D'ailleurs, les grandes institutions internationales, comme l'OCDE et le FMI, publient désormais des rapports pour s'inquiéter du niveau insoutenable des inégalités économiques et sociales dans la plupart des PDEM et démontrer qu'il impacte très négativement la croissance économique. Au contraire des libéraux libertariens, en s'appuyant sur des séries statistiques précises, l'OCDE a prouvé que la redistribution ne pèse pas sur la croissance économique : depuis le milieu des années 1980, les PDEM qui luttent efficacement contre les inégalités économiques et sociales sont aussi ceux qui ont connu la croissance économique la plus vive. Dans une note publiée en 2021, le FMI recommande même aux gouvernements de compter sur un renforcement des impôts progressifs pour soulager les finances publiques durement affectées par la crise du COVID-19. Pour justifier de la nécessité de combattre les disparités au sein des nations, les organisations internationales mettent souvent en avant une explication « politique » : lorsque les inégalités deviennent trop importantes, les électeurs sont sensibles aux « sirènes » du populisme – comme l'a démontré l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis. Or, les partis populistes prônent un retour au protectionnisme sans discernement dont on sait qu'il diminue la croissance économique. De fait, la guerre commerciale sino-américaine a abaissé le niveau de l'activité économique des deux pays mais aussi, compte tenu de leur importance, de la croissance économique mondiale. Ainsi, les inégalités peuvent conduire à des choix sous-optimaux pour la croissance économique, de même qu'elles ont tendance à être à l'origine d'une instabilité sociale et/ou politique marquée, se révélant perturbatrice pour le

fonctionnement de l'économie. Il s'en suit nécessairement une altération de la croissance économique. Si les inégalités économiques et sociales freinent le dynamisme économique, la croissance économique est absolument indispensable pour que l'Etat puisse les limiter.

La croissance économique donne les moyens financiers à l'Etat d'agir pour réduire les inégalités économiques et sociales (A). Aussi, avec une faible activité économique, il est beaucoup plus difficile de les restreindre (B).

Au cours des Trente glorieuses, la croissance économique permet de financer l'action « providentielle » de l'Etat et les inégalités s'estompent. Mais les PDEM vont être confrontés à la fin du SMI de Bretton Woods en 1971 et aux deux chocs pétroliers (1973 et 1979), autant d'évènements négatifs qui provoquent un fort ralentissement de l'activité économique. Avec le maintien d'une « croissance molle », les PDEM vont être confrontés à une crise de l'Etat providence, rendant la lutte contre les inégalités moins légitime et beaucoup moins efficace. Dès 1981, dans *La crise de l'Etat providence*, Pierre Rosanvallon décrit la crise budgétaire qui frappe politiques sociales des PDEM. Le repli de l'activité économique se caractérise par un « effet ciseau » sur les dépenses sociales de l'Etat, comme le montre l'exemple du chômage en France dans les années 1980. Avec l'affaiblissement de la croissance économique, le chômage devient massif et a tendance à perdurer dans le temps, si bien que le volume des dépenses d'indemnisation du chômage augmente considérablement. Dans le même temps, le volume des cotisations sociales chômage qui entrent dans les caisses publiques est moins important. Dès lors, le déficit du compte social « chômage » se creuse donc inéluctablement. D'une façon générale, l'atonie de l'activité économique accroît les charges sociales de l'Etat et diminue ses recettes fiscales. La croissance économique apparaît donc comme une

condition essentielle de la lutte contre les inégalités économiques et sociales. Sans elle, l'Etat providence n'a plus les moyens d'agir efficacement et se trouve en grande difficulté pour financer ses dépenses.

Face à la crise de l'Etat providence, tous les PDEM ont décidé de réformer leurs politiques sociales. Dans la plupart des cas, cela s'est traduit par une baisse des dépenses publiques relatives à la protection sociale et aux services collectifs. Comme pris dans une « camisole dorée » par « l'hyper globalisation », pour reprendre les termes de Dani Rodrik dans *Nations et mondialisations* (2008), les gouvernements décident de privilégier la recherche de la compétitivité, par le biais de baisse des impôts (ce qui peut ensuite justifier la réduction des dépenses publiques) et/ou de l'application de critères de rentabilité dans les services publics. Si la croissance économique était plus forte, les dépenses sociales seraient moins élevées et les recettes fiscales plus importantes, ce qui rendrait inutile ces réformes relevant du « moins disant social ». Or, la réduction des dépenses publiques dans des secteurs comme la santé ou l'éducation finit par se traduire par une remontée des inégalités économiques et sociales. Les chiffres de l'INSEE démontrent en effet que les services publics constituent l'outil le plus redistributif mis en place par l'Etat (en France, un peu plus de 70 % de la baisse des inégalités de revenu provoquée par la redistribution s'explique par les services publics). Aussi, un moindre investissement de l'Etat dans ces services publics, rendue nécessaire par une croissance économique insuffisante, conduit donc inéluctablement à un accroissement de l'inégalité des chances. L'exemple de la France est à cet égard éloquent : dans le cadre des classements PISA, l'école française apparaît comme l'une de celle où le lien entre les résultats scolaires et l'appartenance à un milieu social est le plus fort. C'est finalement l'approche de John Rawls dans *La théorie de la justice* (1971) qui est ici remise en question : sans croissance

économique, l'Etat a du mal à « faire plus pour ceux qui ont moins », ce qui provoque une aggravation de l'inégalité des chances.

Tant l'histoire que les théories économiques montrent que les inégalités économiques et sociales ne sont pas toujours favorables à l'accroissement de l'activité économique. Et l'Etat – notamment dans son volet « providentiel » – a besoin d'une croissance économique élevée pour financer ses dépenses visant à réduire ces disparités.

Les libéraux libertariens voient les inégalités comme un moteur de la croissance économique, au point que l'Etat doit conserver un rôle minimal. Si les pouvoirs publics cherchent à réduire les inégalités économiques et sociales, ils utilisent un remède qui est pire que le mal, générant des effets pervers coûteux en termes d'activité économique (comme la désincitation au travail ou à l'innovation). A l'inverse, Keynes considère que les politiques redistributives sont tout à fait nécessaires pour alimenter la croissance économique. Et, aujourd'hui, un consensus semble se dessiner sur le besoin de lutter contre les inégalités économiques et sociales (pour prévenir les crises financières, limiter les « gâchis de compétences » ou encore pour éviter des politiques populistes). Pour cela, la croissance économique apparaît comme une condition essentielle, ce qui peut paraître inquiétant dans un contexte de stagnation séculaire. Mais justement cette hypothèse d'une baisse tendancielle de la croissance économique qui affecterait les PDEM, en particulier les Etats-Unis, est remise en cause par des économistes qualifiés de « techno-optimistes ». Ainsi, Philippe Aghion pense qu'il est tout à fait possible de retrouver des niveaux élevés de croissance économique, à condition de mettre en place une politique qui favorise la destruction créatrice (de façon à favoriser le progrès technique en particulier et les innovations en général). Avec Céline Antonin et Simon Bunel,

dans *Le pouvoir de la destruction créatrice* (2020), l'économiste français ne néglige pas les inégalités qui en adviennent nécessairement, notamment entre les qualifiés et les non qualifiés. Mais il parie sur la flexisécurité pour obtenir les avantages du marché concurrentiel et les bienfaits d'un « Etat assureur », s'appuyant sur les excellents résultats des pays d'Europe du Nord. Ne serait-ce pas le moyen pour les PDEM qui ne l'appliquent pas encore de concilier forte croissance économique et réduction des inégalités dans le monde globalisé qui est le nôtre ?